



Lise-Marie Faras

lmfaras@racine.eu

T. +33 (0)4 37 47 89 70

F. +33 (0)4 37 47 89 70

Barreau de Lyon (2009-2017 / 2024)

Associée du cabinet Racine depuis 2025

DROIT PUBLIC - ENERGIE - IMMOBILIER - CONSTRUCTION

Lise-Marie Faras a une forte expertise en droit public des affaires et plus globalement dans l'« écosystème » des domaines contractuels de la construction et de la maintenance dans toutes ses dimensions.

Plus précisément, elle intervient au côté des opérateurs publics et privés en droit des contrats publics, tant en passation qu'en exécution, en conseil comme au contentieux.

Au-delà de la stricte sphère publique, son expertise porte dans le domaine de la construction et du bâtiment à toutes les étapes et pour toute typologie de relations contractuelles (convention de groupement, contrat de sous-traitance, ou encore dans le domaine de la maintenance et de la performance énergétique ...).

Elle bénéficie d'une double expérience d'avocate et de juriste d'entreprise.

DOMAINES D'INTERVENTION

- Droit Public – Energie
- Immobilier – Construction

PARCOURS

- Cabinet Adamas (devenu Adaltys) Lyon (2014-2017)
- Cabinet Racine Lyon (2011-2014)
- Cabinet Itinéraires Avocats (2009-2011)

EXPÉRIENCE

- Equans (groupe Bouygues), responsable juridique / pôle Facilities Management national (2023-2024)
- Bouygues Bâtiment Sud Est (filiale Bouygues Construction – Groupe Bouygues), juriste (2017-2023)

FORMATION

- Master II Marchés publics, Délégations de service public, Biens et Contrats des Collectivités Publiques, Droit public des Affaires, Université Jean-Moulin Lyon III (2006-2007)
- Maîtrise IUP spécialité Juriste d'entreprise, option Droit Public des Affaires – Ingénieur Maître en Droit Public / Magistère Droit Public des Affaires Université Jean-Moulin Lyon III (2005-2006)

LANGUES

Français

Biographie

PUBLICATIONS

Articles

« Rappel d'une année de jurisprudence en droit funéraire », Résonance n°129, avril 2017

« La reconnaissance d'un contrôle analogue de l'actionnaire majoritaire sur la SPL pour le compte des autres actionnaires minoritaires », AJCT n°12 déc. 2016

« Précisions de l'étendue du contrôle analogue exercé sur les SPL par l'actionnaire majoritaire », ACCP n°170, nov.2016

« Code des marchés publics : nouvelle refonte », Les Cahiers Juridiques, n° 149, août-septembre 2011

« Marchés publics : quels sont les documents communicables ? », Les Cahiers Juridiques, n° 148, juin-juillet 2011

« Marchés de fournitures et de services : vérifications des opérations », Les Cahiers Juridiques, n° 415, mars 2011

« Un an de contentieux de marchés publics », La lettre du Cadre Territorial, n° 416, 15 février 2011

« Contrats de concession de travaux publics : les règles de passation », Les Cahiers Juridiques, n° 139, juin 2010

« MAPA : quelle obligation après l'éviction ? », La Lettre du cadre territorial, n° 400, 1er mai 2010

Ouvrage

Coauteur de l'ouvrage *La réforme territoriale décryptée*, Territorial Éditions, Dossier d'experts, paru en février 2011